



CORONAVIRUS

Les écoles, exceptions du nouveau confinement

De la crèche au lycée, les établissements restent ouverts. Le supérieur passe, lui, à l'enseignement à distance

Dans de nombreux secteurs, le second confinement annoncé le 28 octobre par le président de la République ressemblera au premier. Mais pas dans les écoles, collèges et lycées, qui « resteront ouverts », a précisé Emmanuel Macron, « avec un protocole sanitaire renforcé ». L'enseignement supérieur, lui, doit basculer entièrement dans l'enseignement en ligne. Les universités avaient déjà réduit la présence des étudiants de 50 % dans les zones de forte circulation du virus, depuis le 6 octobre. Alors que le pays s'apprête à se barricader, l'institution scolaire vit donc l'exact inverse de ce qui s'était produit au mois de mars, lorsque les établissements scolaires avaient été les premiers à fermer : elle devient la seule exception.

Au printemps, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, avait fait part de multiples reprises de son inquiétude sur les conséquences du confinement pour les enfants. Des craintes réitérées au lendemain des annonces, jeudi 29 octobre, sur France 2 : Jean-Michel Blanquer a réaffirmé qu'il voulait « éviter le décrochage scolaire » induit par les fermetures d'établissements. Dans les négociations en cours depuis plusieurs jours, l'éducation nationale a donc tenu bon, face à la menace d'un reconfinement au moins partiel – ou d'une fermeture des lycées, solution un temps pressentie pour limiter la circulation du virus, en permettant aux parents de jeunes enfants de continuer à travailler.

« Non-brassage des élèves »

Dans les rangs des enseignants,

découvrir que les établissements du second degré ne ferment pas est donc d'abord une « surprise », voire un « soulagement », selon les mots de certains, qui voient chaque jour les conséquences du confinement de mars sur le creusement des inégalités scolaires. « Nous avons déjà bien du mal à faire raccrocher les wagons aux élèves depuis la rentrée, une nouvelle interruption scolaire aurait été catastrophique », observe une enseignante de lycée à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

« Il y a un consensus parmi les enseignants sur l'idée que l'école doit rester ouverte », rapporte Guislaine David, du SNUipp-FSU, majoritaire parmi les professeurs des écoles. Mais ils ne veulent pas le faire au prix de leur santé. « C'est là que le bât blesse : l'école continue, alors qu'Emmanuel Macron a eu des mots forts sur la situation sanitaire, concluant que de « contracter ce virus n'est jamais anodin, même lorsqu'on a 20 ans ». « Il y a une forme de double discours, s'inquiète Sophie Vénétiay, du SNES-FSU, le syndicat majoritaire dans le second degré. On nous dit à la fois que la situation est grave et que les écoles doivent faire comme si de rien n'était. »

Tout l'enjeu sera de définir précisément les contours du « protocole renforcé » évoqué mercredi soir par le président. Jeudi matin, sur France 2, le ministre de l'éducation nationale a évoqué des efforts sur le « non-brassage des élèves » et « l'aération » des salles de classe, écartant la solution des demi-groupes réclamée par une partie des syndicats. Une réunion avec

les partenaires sociaux de l'éducation nationale est prévue jeudi, dans la soirée, après la conférence de presse du gouvernement, qui devrait apporter des précisions.

« Il nous faut des réponses concrètes sur ce point », insiste Sophie Vénétiay. Car depuis la rentrée, le protocole sanitaire dans les établissements est inexistant. « Gestes barrières et masques pour les plus de 11 ans ont en effet remplacé les protocoles drastiques du printemps, quand les élèves suivaient des flèches au sol pour éviter de se croiser, et ne sortaient en récréation ou à la cantine que par petits groupes échelonnés sur plusieurs heures.

Parmi les nouveautés de ce protocole sanitaire renforcé, le port du masque sera étendu aux enfants à partir de 6 ans, comme l'a confirmé le premier ministre Jean Castex, jeudi matin devant l'Assemblée nationale. Plus tôt dans la matinée, le ministre de l'éducation avait assuré que, si cette mesure était adoptée, des masques pédiatriques seraient fournis aux familles les plus démunies.

« Éviter le décrochage »

Dans l'enseignement supérieur, tout restait également suspendu aux précisions attendues jeudi. Emmanuel Macron a annoncé le basculement des cours « en ligne », sans préciser si les universités pourront continuer à accueillir ponctuellement des étudiants. Or, « c'est important pour éviter le décrochage, en particulier en première année de licence », souligne Guillaume Gellé, président de l'université de Reims Champagne-Ardenne et de la



commission formation de la Conférence des présidents d'université (CPU). *« Ces élèves, qui n'ont pas eu cours pendant plusieurs mois en terminale, vont de nouveau être confinés. Il est important de pouvoir les accompagner. »* La CPU espère aussi pouvoir organiser l'accueil des étudiants en si-

tuation de *« fracture numérique »* dans des *« tiers lieux aménagés »*, où les règles sanitaires seraient respectées et où ils pourraient avoir accès à du matériel.

Alors que la rentrée approche, *« l'impréparation »* est sur toutes les bouches. *« Le protocole sera annoncé le jeudi soir pour le lundi matin »*, s'agace Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT. *« On se met de nouveau dans une situation de tension très forte, alors que la reprise sera déjà particulière, après l'assassinat de Samuel Paty. »* L'hommage, prévu lundi dans les établissements scolaires, est maintenu *« dans le respect des règles sanitaires »*, a précisé Jean-Michel Blanquer jeudi matin sur France 2.

Pour le reste, les équipes pédagogiques restent dans le flou. Si le non-brassage est de mise, il implique une réorganisation de la vie scolaire pour échelonner les déjeuners et éviter les croisements d'élèves dans les couloirs. Jean-Michel Blanquer a lui-même évoqué, sur France 2, une *« évolution des emplois du temps »*. *« S'il faut par exemple garder les élèves toute la journée dans la même salle, il faut changer tous les emplois du temps, et cela demande du travail, insiste Bruno Bobkiewicz, secrétaire national du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale. On ne sera jamais prêts lundi. »* A l'université, où le basculement en tout-distanciel devrait être immédiat, on s'inquiète aussi des complications logistiques. *« Quand le président dit, simplement au détour d'une phrase, qu'on passe aux cours en ligne, c'est beaucoup plus compli-*

qué que ça en a l'air », souligne Thomas Clay, administrateur provisoire de l'université Paris I-Panthéon Sorbonne.

L'école va donc devoir tenir, au moins pour les quinze prochains jours – le président a promis une réévaluation des règles de confinement à cette échéance – une ligne de crête entre continuité de scolarité et limitation de la propagation du virus. De nombreux enseignants dénoncent un compromis *« impossible »* sans aménagements des journées de classe ou embauche de personnels pour constituer des groupes plus restreints. Les organisations syndicales demandent en outre plus de transparence sur les chiffres de contamination dans les établissements. *« Après un confinement avec fermeture totale des écoles, le confinement avec ouverture totale est-il une solution plus durable ?, s'interroge Catherine Nave-Bekhti. Est-ce qu'il n'y avait pas d'autres voies à travailler ? Tout dépend de comment évolue l'épidémie dans les établissements, ce que nous ignorons. »* ■

VIOLAINE MORIN

« On nous dit à la fois que la situation est grave et que les écoles doivent faire comme si de rien n'était »

SOPHIE VÉNÉTITAY

secrétaire générale adjointe du SNES-FSU



A l'Ecole européenne de Strasbourg, le 1^{er} septembre. FREDERICK FLORIN/AFP